ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des services publics et des Institutions scientifiques et culturelles nationales, le 22 février 1991, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'agrément des entreprises de sécurité et à l'autorisation des entreprises de gardiennage ou des services internes de gardiennage", a donné le 20 mars 1991 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 22 februari 1991 door de Minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten, en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de erkenning van beveiligingsondernemingen en de vergunning van bewakingsondernemingen of interne bewakingsdiensten", heeft op 20 maart 1991 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

Il serait indiqué de suivre l'ordre établi par la loi et de traiter d'abord des entreprises de gardiennage et des services internes de gardiennage, puis des entreprises de sécurité.

Dès lors, les chapitres II et III doivent être intervertis.

Le nouveau chapitre II (avec l'intitulé du chapitre III du projet) contiendra l'article 2 adapté, en excluant, au b), le 3E et le 4E; le nouveau chapitre III (avec l'intitulé du chapitre II du projet) contiendra un article 3 se bornant à renvoyer aux conditions fixées à l'article 2 et à énoncer les conditions prévues à l'article 2, b), 3E et 4E, du projet, ainsi que les articles 3 à 5 du projet (devenant les artices 4 à 6).

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Intitulé.

L'intitulé suivant est proposé :

"Arrêté royal relatif à l'autorisation des entreprises de gardiennage ou des services internes de gardiennage et à l'agrément des entreprises de sécurité".

Préambule.

Alinéa 1er.

Il n'y a pas lieu de viser les articles 29 et 67 de la Constitution simultanément avec la loi du 10 avril 1990 qui est visée à l'alinéa 2. L'alinéa 1er peut, dès lors, être omis.

Dispositif.

Les articles sont examinés en suivant l'ordre du projet. Lors de cet examen, il sera tenu compte de l'observation générale formulée ci-dessus.

Article 2.

1. L'article 2 serait mieux rédigé comme suit, sous réserve des observations particulières qui seront faites ci-après :

"Art. 2. Toute personne physique ou morale qui sollicite l'autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage ou d'organiser un service interne de gardiennage adresse, à cette fin, une demande, en deux exemplaires, au ministre de l'Intérieur, Administration de la police générale du Royaume, par lettre recommandée à la poste.

La demande comprend les documents et renseignements suivants :

1E Pour les personnes morales :

a) l'acte constitutif et les statuts de la société;
b)la liste ... (comme au a), 2E, de l'article 2 du projet).

2E Pour les personnes morales et les personnes physiques :

a) ...
b) ...
c) ...
d) ...
(comme au b), 1E, 2E, 5E et 6E, de l'article 2 du projet, sous réserve des observations ci-après).

3E ... (comme proposé ci-après)".

2. Dans l'énumération, il est proposé de commencer chaque point d'énumération par un article. Ainsi, il faut écrire, comme proposé, au a), 1E (devenant 1E, a)) : l'acte constitutif ..., et ainsi de suite.

3. Au a), 2E (devenant 1E, b)), il y a lieu d'écrire le mot "noms" au singulier.

4. Au b), 5E et 6E, de l'article, il est fait référence "au moment de l'entrée en vigueur de la loi".

Cette référence est imprécise. En effet, l'article 24 de la loi prévoit l'entrée en vigueur un an après la publication au Moniteur (c'est-à-dire le 29 mai 1991); toutefois ce même article autorise le Roi à fixer, pour chaque disposition, une date antérieure d'entrée en vigueur. Ainsi certaines dispositions sont déjà en vigueur (voyez l'arrêté royal du 17 décembre 1990 et l'arrêté royal du 18 janvier 1991).

C'est pourquoi, de l'accord du fonctionnaire délégué, il est proposé d'écrire au b), 5E (devenant 2E, c)) :

"Pour les entreprises de gardiennage ou les services internes de gardiennage qui sont en activité à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, une liste ...".

et au b), 6E (devenant 2E, d)) :

"Pour les entreprises de gardiennage ou les services internes de gardiennage qui ne sont pas encore en activité à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, une liste ...".

5. De l'accord du fonctionnaire délégué, le point c) (devenant 3E) serait mieux rédigé de la manière suivante :

"3EPour les personnes visées aux points 1E, b), et 2E, c) et d), un original ou une copie d'un certificat de bonnes conduite, vie et moeurs délivré pour une administration publique , ou un certificat équivalent si ces personnes sont domiciliées à l'étranger. Le certificat de bonnes conduite, vie et moeurs ou le certificat équivalent ne peut

dater de plus de six mois au moment de l'introduction de la demande".

6. Par ailleurs, il y a lieu d'insérer un alinéa 2 dans l'article 2. Cet alinéa 2 devrait être rédigé dans les mêmes termes que l'alinéa 2 de l'article 6 : "La demande doit, en outre, mentionner clairement les activités, visées aux articles 1er, §§ 1er et 2, de la loi, pour lesquelles une autorisation est demandée".

Article 3 (devenant l'article 4).

1. Au paragraphe 1er, il faut écrire "commission d'agrément des entreprises ...".

2. Le terme "représentants" utilisé aux 2E à 6E et à l'alinéa 2 est inadéquat. Ce terme doit être remplacé par le mot "membres".

3. En vertu de l'article 3, § 1er, 6E, un membre d'un organisme de certification ou de contrôle accrédité, siège à la commission d'agrément.

Toutefois, l'article 2, § 2, de la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes de certification et de contrôle, ainsi que des laboratoires d'essais, n'a pas encore été exécuté par le Roi. L'application de l'article 3, § 1er, 6E, n'est donc pas encore possible.

Il faut, dès lors, compléter l'arrêté en projet par une disposition transitoire relative à la composition de la commission d'agrément.

4. Le paragraphe 4 impose à la commission un délai pour donner son avis. L'article 5, § 1er, du projet ne permet au ministre de se prononcer qu'après réception de l'avis.

En donnant son avis après l'expiration du délai, ou en ne donnant pas d'avis, la commission pourrait entraver le pouvoir attribué au ministre de l'Intérieur par l'article 4 de la loi.

Il convient dès lors de compléter le paragraphe 4 par un alinéa précisant les conséquences de l'absence d'avis dans les délais prescrits.

Le texte suivant est proposé :

"§ 4. La commission d'agrément donne au ministre de l'Intérieur un avis motivé sur la demande d'agrément, dans les septante-cinq jours qui suivent l'introduction du dossier complet.

S'il n'est pas donné dans le délai prescrit, l'avis est réputé défavorable".

Article 4 (devenant l'article 5).

1. La division de l'article en paragraphes n'est pas justifiée.

2. Le paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 5. La commission ... que si la majorité des membres sont présents; l'avis est donné à la majorité des voix. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante".

3. De l'accord du fonctionnaire délégué, le paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, doit être complété par une deuxième phrase rédigée comme suit :

"Dans ce cas, la commission délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents".

Par ailleurs, il faut écrire, dans la première phrase : "... dans un délai de quinze jours".

Article 5 (devenant l'article 6).

1. Au paragraphe 1er, deuxième phrase, du texte français, mieux vaut écrire : "Si celle-ci s'écarte de l'avis ...".

2. Le paragraphe 2 permet à l'entreprise requérante d'introduire un "recours motivé auprès du ministre de l'Intérieur". Celui-ci étant l'auteur de l'acte contre lequel le recours est dirigé, on n'aperçoit pas l'utilité de cette procédure qui ne pourrait être considérée que comme une demande de réexamen. En effet, en cas de refus d'agrément, l'entreprise concernée peut toujours introduire une nouvelle demande qui tient compte, si nécessaire, des motifs pour lesquels l'agrément a été refusé.

Il est, dès lors, proposé d'omettre le paragraphe 2 et, par conséquent, de ne pas diviser l'article en paragraphes.

Article 6 (devenant l'article 3).

Unique disposition du chapitre III, devenant le chapitre II, cet article devrait être rédigé comme suit :

"Chapitre II. Agrément des entreprises de sécurité.

Art. 3. Toute personne physique ou morale qui sollicite son agrément en vue d'exploiter une entreprise de sécurité adresse, à cette fin, une demande, en deux exemplaires, au ministre de l'Intérieur, Administration de la police générale du Royaume, par lettre recommandée à la poste.

La demande comprend les documents et renseignements visés à l'article 2.

Elle est, en outre, accompagnée des documents suivants :

1E... (comme au 3E de l'article 2 du projet);

2E... (comme au 4E de l'article 2 du projet".

Toutefois, les 3E et 4E, à reproduire dans ce texte, de l'article 2 du projet appellent les observations suivantes :

1. En ce qui concerne le 3E, le Conseil d'Etat observe que l'article 4 de l'arrêté royal du 2 mai 1972 ne mentionne aucune "attestation".

2. Au 4E, il faut écrire :

"... de l'arrêté royal du 5 octobre 1978 portant exécution des articles 299bis et 299ter, § 6, 2E, du Code des impôts sur les revenus et des articles 30bis et 30ter, § 9, 2E, de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs".

*

* *

L'intitulé du chapitre IV serait mieux rédigé comme suit :

"Chapitre IV. Dispositions communes".

ALGEMENE OPMERKING.

Het zou raadzaam zijn dat de volgorde wordt gevolgd die door de wet is vastgesteld en dat eerst aandacht wordt besteed aan de bewakingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten en vervolgens aan de beveiligingsondernemingen.

Derhalve moet de volgorde van de hoofdstukken II en III worden omgekeerd.

Het nieuwe hoofdstuk II (met het opschrift van hoofdstuk III van het ontwerp) zal het aangepaste artikel 2 bevatten met uitsluiting in b) van 3E en 4E; het nieuwe hoofdstuk III (met het opschrift van hoofdstuk II van het ontwerp) zal een artikel 3 bevatten waarin alleen wordt verwezen naar de in artikel 2 gestelde voorwaarden en waarin alleen melding wordt gemaakt van de voorwaarden gesteld in artikel 2, b), 3E en 4E, van het ontwerp en de artikelen 3 tot 5 van het ontwerp (die de artikelen 4 tot 6 worden).

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Opschrift.

Het volgende opschrift wordt voorgesteld :

"Koninklijk besluit betreffende het verlenen van vergunningen aan bewakingsondernemingen of interne bewakingsdiensten en de erkenning van beveiligingsondernemingen".

Aanhef.

Eerste lid.

Er is geen reden om tegelijk te verwijzen naar de artikelen 29 en 67 van de Grondwet en naar de wet van 10 april 1990 die genoemd wordt in het tweede lid. Het eerste lid kan bijgevolg vervallen.

Bepalend gedeelte.

De artikelen worden onderzocht in de volgorde waarin ze in het ontwerp voorkomen.

Bij dit onderzoek zal rekening worden gehouden met de hierboven vermelde algemene opmerking.

Artikel 2.

1. Het zou beter zijn artikel 2, rekening houdend met de hierna te maken bijzondere opmerkingen, als volgt te redigeren :

"Art. 2. Elke natuurlijke of rechtspersoon die om een vergunning vraagt om een bewakingsonderneming te exploiteren of een interne bewakingsdienst op te zetten, richt daartoe een aanvraag in twee exemplaren bij ter post aangetekende brief aan de Minister van Binnenlandse Zaken, Bestuur van de Algemene Rijkspolitie.

De aanvraag bevat de volgende bescheiden en inlichtingen :

1EVoor de rechtspersonen :

a)de oprichtingsakte en de statuten van de vennootschap;
b)de lijst ...(voorts zoals in a), 2E, van artikel 2 van het ontwerp).

2EVoor de rechtspersonen en de natuurlijke personen :

a) ...
b) ...
c) ...
d) ...
(zoals in b), 1E, 2E, 5E en 6E, van artikel 2 van het ontwerp, onder voorbehoud van de hierna te maken opmerkingen).

3E... (zoals hierna wordt voorgesteld)".

2. Voorgesteld wordt in de opsomming elk punt te laten beginnen met een artikel. Zo behoort er zoals voorgesteld, in a), 1E (dat 1E, a), wordt) te worden geschreven : de oprichtingsakte ..., en zo verder.

3. In de Franse tekst van a), 2E (dat 1E, b), wordt) behoort het woord "noms" in het enkelvoud te worden geschreven.

4. In b), 5E en 6E, van het artikel, wordt verwezen naar "het ogenblik van de inwerkingtreding van de wet".

Die verwijzing is onnauwkeurig. In artikel 24 van de wet wordt namelijk bepaald dat de wet een jaar na de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad (namelijk op 29 mei 1991) in werking treedt; de Koning mag evenwel, op grond van ditzelfde artikel, voor elke bepaling een vroegere datum van inwerkingtreding bepalen. Aldus zijn sommige bepalingen reeds in werking (zie het koninklijk besluit van 17 december 1990 en het koninklijk besluit van 18 januari 1991).

Daarom wordt met de instemming van de gemachtigde ambtenaar voorgesteld in b), 5E (dat 2E, c), wordt) te schrijven :

"Wat de bewakingsondernemingen of de interne bewakingsdiensten betreft die op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit in werking zijn, een lijst ...".

en in b), 6E (dat 2E, d), wordt) :

"Wat de bewakingsondernemingen of de interne bewakingsdiensten betreft die op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit nog niet in werking zijn, een lijst ...".

5. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het beter zou zijn punt c) (dat 3E wordt) als volgt te redigeren :

"3Evoor de personen bedoeld in de punten 1E, b), en 2E, c) en d), een origineel of een kopie van een getuigschrift van goed zedelijk gedrag bestemd voor een openbaar bestuur, of een gelijkwaardig getuigschrift indien die personen hun woonplaats hebben in het buitenland. Het getuigschrift

van goed zedelijk gedrag of het gelijkwaardig getuigschrift mag niet meer dan 6 maanden oud zijn op het ogenblik dat de aanvraag wordt ingediend".

6. Voorts moet er in artikel 2 een tweede lid worden ingevoegd. Dit tweede lid zou eender moeten luiden als het tweede lid van artikel 6 : "In de aanvraag dient daarenboven duidelijk te worden vermeld voor welke activiteiten bedoeld in artikel 1, §§ 1 en 2 van de wet een vergunning wordt aangevraagd".

Artikel 3 (dat artikel 4 wordt).

1. In paragraaf 1 behoort er te worden geschreven : "commissie voor de erkenning van ...".

2. Het woord "vertegenwoordigers", waarvan in 2E tot 6E gebruik wordt gemaakt, is niet de geschikte term. Die term moet worden vervangen door het woord "leden".

3. Krachtens artikel 3, § 1, 6E, heeft een lid van een geaccrediteerde certificatie- of keuringsinstelling zitting in de erkenningscommissie.

De Koning heeft evenwel nog geen uitvoering gegeven aan artikel 2, § 2, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van certificatie- en keuringsinstellingen, alsmede van beproevingslaboratoria. Artikel 3, § 1, 6E, kan bijgevolg nog niet worden toegepast.

Het ontworpen besluit moet derhalve worden aangevuld met een overgangsbepaling betreffende de samenstelling van de erkenningscommissie.

4. Paragraaf 4 legt de commissie een termijn op binnen welke zij haar advies moet uitbrengen. Op grond van artikel 5, § 1, van het ontwerp mag de Minister zich pas na ontvangst van het advies uitspreken.

De commissie zou kunnen beletten dat de Minister van Binnenlandse Zaken zijn bij artikel 4 van de wet verleende bevoegdheid uitoefent door haar advies te geven na het verstrijken van de termijn of door geen advies uit te brengen.

Paragraaf 4 moet derhalve worden aangevuld met een lid waarin wordt gepreciseerd wat de gevolgen zijn van het feit dat binnen de voorgeschreven termijnen geen advies wordt uitgebracht.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"§ 4. De erkenningscommissie geeft de Minister van Binnenlandse Zaken binnen vijfenzeventig dagen na het indienen van het volledige dossier een met redenen omkleed advies over de aanvraag tot erkenning.

Indien het advies niet binnen de voorgeschreven termijn wordt uitgebracht, wordt het geacht ongunstig te zijn".

Artikel 4 (dat artikel 5 wordt).

1. Er is geen reden om het artikel in paragrafen in te delen.

2. Het zou beter zijn paragraaf 1, die het eerste lid wordt, als volgt te redigeren :

"Art. 5. De erkenningscommissie ... als de meerderheid van de leden aanwezig is; het advies wordt uitgebracht bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen beslist de stem van de voorzitter".

3. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat paragraaf 2, die het tweede lid wordt, moet worden aangevuld met een tweede zin die als volgt luidt :

"In dit geval beraadslaagt de commissie rechtsgeldig ongeacht het aantal aanwezige leden".

Voorts behoort er in de eerste zin te worden geschreven : "... binnen een termijn van vijftien dagen".

Artikel 5 (dat artikel 6 wordt).

1. Het zou beter zijn in paragraaf 1, tweede zin, in de Franse tekst te schrijven : "Si celle-ci s'écarte de l'avis ...".

2. Paragraaf 2 geeft de aanvragende onderneming de mogelijkheid om "een met redenen omkleed verhaal in (te) dienen bij de Minister van Binnenlandse Zaken". Aangezien de laatstgenoemde de handeling stelt waartegen het beroep gericht is, is het niet duidelijk wat het nut is van die procedure die slechts als een verzoek tot heronderzoek zou kunnen worden beschouwd. Wanneer de erkenning wordt geweigerd kan de betrokken onderneming immers altijd een nieuwe aanvraag indienen waarbij, indien nodig, rekening wordt gehouden met de redenen waarom de erkenning is geweigerd.

Er wordt derhalve voorgesteld paragraaf 2 weg te laten en het artikel bijgevolg niet in paragrafen in te delen.

Artikel 6 (dat artikel 3 wordt).

Dit artikel, dat de enige bepaling van hoofdstuk III is (dat hoofdstuk II wordt), zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Hoofdstuk II.De erkenning van de beveiligingsondernemingen.

Art. 3. Elke natuurlijke of rechtspersoon die om een erkenning vraagt om een beveiligingsonderneming te exploiteren, richt daartoe bij ter post aangetekende brief een aanvraag in twee exemplaren aan de Minister van Binnenlandse Zaken, Bestuur van de Algemene Rijkspolitie.

De aanvraag bevat de bescheiden en inlichtingen bedoeld in artikel 2.

Zij gaat bovendien vergezeld van de volgende bescheiden :

1E ... (zoals in 3E van artikel 2 van het ontwerp);

2E ... (zoals in 4E van artikel 2 van het ontwerp)".

Bij de in die tekst over te nemen punten 3E en 4E van artikel 2 van het ontwerp zijn de volgende opmerkingen te maken :

1. Wat punt 3E betreft, wijst de Raad van State erop dat er in artikel 4 van het koninklijk besluit van 2 mei 1972 geen sprake is van enig "getuigschrift".

2. In 4E behoort er te worden geschreven :

"... met toepassing van de artikelen 8 tot 10 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1978 tot uitvoering van de artikelen 299bis en 299ter, § 6, 2E, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen en de artikelen 30bis en 30ter, § 9, 2E, van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders".

*

* *

Het zou beter zijn het opschrift van hoofdstuk IV als volgt te redigeren :

"Hoofdstuk IV. Gemeenschappelijke bepalingen".

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
M. LEROY, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,
F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlan-daise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. Y. BOUCQUEY, auditeur.

La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. DEROUAUX, référendaire.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. BOUCQUEY, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. B. DEROUAUX, referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.